

Perspectives

N°26/075 – 30 mars 2026

Europe – Secteur bancaire

Panorama macro-bancaire du quatrième trimestre 2025

Synthèse

Après avoir réduit ses taux à huit reprises (-200 points de base pour le taux de dépôt) entre juin 2024 et juin 2025, la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu ses taux directeurs inchangés au second semestre 2025, le taux de la facilité de dépôt s'établissant à 2,00%, le taux de refinancement à 2,15% et le taux de la facilité de prêt marginal à 2,40%.

L'assouplissement monétaire passé de la BCE s'est traduit par des baisses de taux d'intérêt sur les crédits et les dépôts au bilan des banques, baisse qui toutefois semble avoir pris fin sur les derniers mois de 2025.

Sur un an, fin 2025, les taux des nouveaux crédits immobiliers en zone euro demeurent globalement stables : 3,30% en décembre 2025, soit 5 points de base (pdb) de baisse sur un an, après un point bas à 3,14% en janvier. La transmission de la politique monétaire reste hétérogène parmi les grands pays de la zone euro : la France (2,99%) et l'Espagne (2,61%) voient leur taux sur la production de crédits immobiliers baisser sur un an de respectivement 15 pdb et 29 pdb, tandis qu'en Allemagne (3,71%, +15 pdb) et en Italie (3,38%, +27 pdb) les taux sur les crédits immobiliers remontent. En ce qui concerne les Sociétés non financières (SNF), la détente des taux est plus franche sur l'année 2025 et cela, dans tous les grands pays : le taux des nouveaux crédits aux SNF recule à 3,50% en décembre 2025 (-0,73 pp sur un an), même s'il se redresse légèrement au T4 (3,38% en septembre).

La production de crédits immobiliers en zone euro atteint 238 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025 (+18% sur un an), portée à la fois par les purs nouveaux crédits (189 milliards d'euros, +17%) et les renégociations (49 milliards d'euros, +20%). La production de crédits aux SNF de la zone euro

s'élève à 901 milliards d'euros (+10%), principalement tirée par les purs nouveaux crédits (751 Md€, +12%). Les encours accélèrent : +2,81% sur un an pour les crédits immobilier et +2,05% pour les crédits aux SNF en décembre 2025, signe que la normalisation des flux commence à se matérialiser dans les stocks.

L'enquête *Bank Lending Survey* (BLS) de la BCE indique, au niveau agrégé, une légère détente des critères d'octroi et une demande en hausse sur les crédits habitat, avec néanmoins quelques divergences entre grands pays. Tandis que sur les crédits aux SNF, le BLS fait état d'un durcissement des critères d'octroi et des termes et conditions en fin d'année et d'une légère augmentation de la demande.

Du côté de la collecte, le coût des dépôts continue de se tasser : les taux des nouveaux dépôts à terme des ménages de la zone euro reculent à 1,81% (-0,64 pp sur un an) et ceux des SNF à 1,95% (-0,85 pp), réduisant l'arbitrage des dépôts à vue vers les dépôts à terme. Les dépôts restent dynamiques (9 790 milliards d'euros d'encours pour les ménages, +3% ; 3 762 milliards d'euros pour les SNF, +3,2%). Le ratio crédits / dépôts des agents privés non financiers de la zone euro s'établit à 89,6%, en baisse par rapport à 2024.

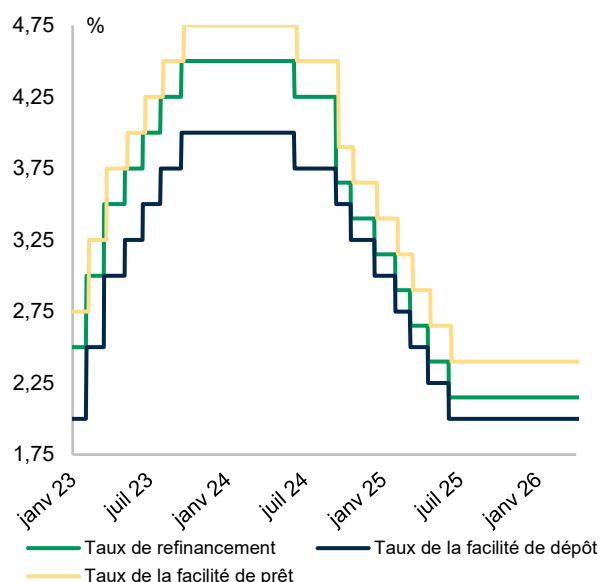
La qualité des actifs demeure élevée, avec un ratio NPL à 1,82% au T4 2025, malgré des poches de tensions. La rentabilité se réduit légèrement (ROE à 10,4%, marge nette d'intérêts à 1,6%), rendant l'efficacité opérationnelle et la maîtrise du risque de crédit plus déterminantes à mesure que les revenus d'intérêts s'érodent.

Évolution des crédits à la clientèle

Le 5 juin 2025, la Banque centrale européenne a opéré une baisse de 25 pnb de ses trois taux directeurs, soit la huitième baisse de ses taux en un an. Cette décision a ramené le taux de la facilité de dépôt à 2%, le taux des opérations de refinancement à 2,15% et le taux de la facilité de prêt marginal à 2,40%. Depuis cette date, la BCE a maintenu ses taux inchangés.

L'assouplissement de la politique monétaire observé sur la première moitié de 2025 s'est transmis aux conditions d'emprunt des agents non financiers de la zone euro, avec néanmoins quelques disparités entre les grands pays.

Zone euro : taux directeurs de la BCE



Sources : BCE, CACIB, Crédit Agricole S.A. / ECO

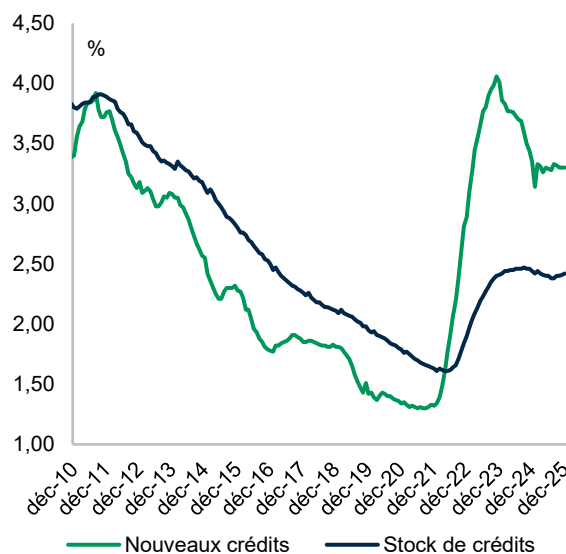
Taux des crédits immobiliers aux ménages : un « pass-through » hétérogène entre grands pays

Sur l'année 2025, le coût des nouveaux crédits immobiliers en zone euro est resté globalement stable. En décembre 2025, les taux à la production s'établissent à 3,30%, contre 3,35% en décembre 2024, soit -5 pnb sur un an. Après un point bas à 3,14% en janvier 2025, les taux se sont rapidement réinstallés sur un plateau autour de 3,30% jusqu'à la fin de l'année. Sur le stock, l'ajustement est très limité en 2025 : le taux moyen sur les encours est passé de 2,44% en décembre 2024 à 2,38% en juillet 2025, avant de remonter à 2,42% en décembre 2025.

Les taux sur les nouveaux crédits n'évoluent pas de façon homogène entre les grands pays de la zone euro : la transmission de la politique monétaire dépend à la fois de la structure des prêts (poids des prêts à taux variable vs taux fixe, durée de fixation)

et de l'environnement bancaire, notamment la concurrence entre acteurs.

Zone euro : taux d'intérêts sur les crédits immobiliers aux ménages



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

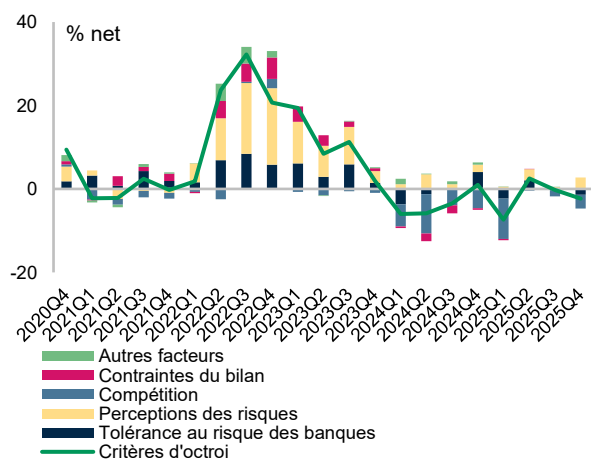
Parmi les quatre grands pays, l'Espagne est celui où les taux sur les nouveaux crédits immobiliers ont le plus baissé : -29 pnb sur un an, à 2,61% en décembre 2025 (contre 2,90% un an plus tôt). Cette dynamique semble refléter un effet de concurrence et de stratégie commerciale (compression des marges sur le crédit pour capter et relancer les volumes). En France, le recul est plus modéré (-15 pnb sur un an), à 2,99% en décembre 2025, et s'explique, comme en Espagne, surtout par une concurrence bancaire soutenue, les banques acceptant des marges plus serrées pour relancer la production, dans un cadre où les prêts restent majoritairement à taux fixe, donc moins sensibles au mouvement des taux courts. À l'inverse, l'Allemagne et l'Italie enregistrent une hausse des taux sur la production de crédits immobiliers, respectivement à 3,71% (+15 pnb) et 3,38% (+27 pnb), cohérente avec une tarification davantage adossée aux taux longs.

Les taux moyens sur les encours de crédits immobiliers continuent, eux aussi, de s'ajuster mais à un rythme plus lent. Dans les pays où dominent les prêts à taux fixe, les encours anciens à taux très bas sont progressivement remplacés par de nouveaux prêts à des taux plus élevés, malgré la baisse des taux, ce qui amortit l'effet de la baisse des taux sur le stock. En décembre 2025, le taux sur encours s'établit à 1,93% en France (+11 pnb sur un an) et 2,25% en Allemagne (+17 pnb). À l'inverse, dans les pays plus exposés au taux variable, l'ajustement peut être plus rapide : les taux sur encours reculent en Italie à 2,70% (-21 pnb) et en Espagne à 2,78% (-53 pnb) ;

L'enquête BLS sur le crédit immobilier : les critères d'octroi se détendent légèrement

Au quatrième trimestre 2025, l'enquête BLS met en évidence des dynamiques divergentes entre grands pays. Au niveau de la zone euro dans son ensemble, les banques signalent une légère détente des critères d'octroi pour les prêts immobiliers (-2%¹), tandis que la demande continue de progresser (+9%). En ce qui concerne les critères d'octroi, la dispersion est marquée entre grands pays : ils se resserrent en Allemagne (+11%) sous l'effet d'une perception du risque plus élevée et d'une tolérance au risque en baisse, tandis qu'ils s'assouplissent en France (-14%), principalement sous l'effet de la concurrence et de la baisse de la perception du risque. L'Italie et l'Espagne signalent des critères globalement inchangés. Du côté de la demande de crédit immobilier, le rapport BLS signale une augmentation dans les quatre pays. Le rapport attribue cette hausse d'abord à l'amélioration des perspectives du marché immobilier ; la confiance des ménages pèse en revanche sur la demande en France et en Allemagne, tandis qu'elle la soutient en Italie et en Espagne. Les taux d'intérêt ne jouent qu'un rôle marginal, davantage visible en Italie et en Espagne.

Zone euro : critères d'octroi des crédits immobiliers aux ménages



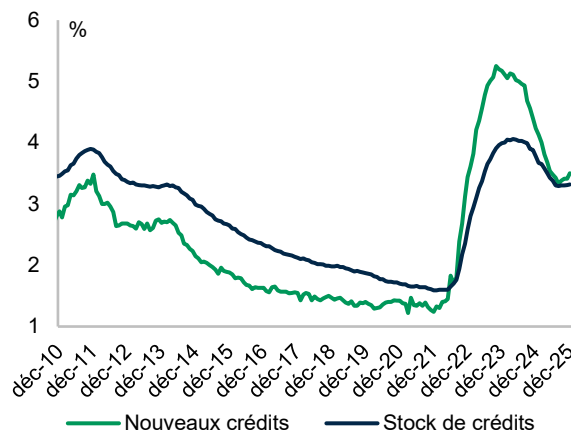
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Des taux de crédits aux SNF plus sensibles à l'assouplissement monétaire de la BCE

En zone euro, les taux sur les nouveaux crédits aux SNF ont nettement reflué au cours de l'année 2025, la transmission de la politique monétaire étant plus rapide sur ce segment, avec des crédits majoritairement à taux variables ou à révision fréquente. En décembre 2025, le taux à la

production ressort à 3,50%, contre 4,23% en décembre 2024 (soit -0,73 pp sur un an). La détente a été particulièrement visible jusqu'à l'été (point bas autour de 3,33% en août 2025), avant un léger rebond au T4-2025 (3,38% en septembre).

Zone euro : taux d'intérêts des crédits aux SNF



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Les trajectoires nationales s'inscrivent dans cette tendance mais restent différenciées : en décembre 2025, les taux à la production de crédits aux SNF s'établissent à 3,55% en France (-0,64 pp sur un an), 3,48% en Allemagne (-0,79 pp), 3,58% en Italie (-0,82 pp) et 3,30% en Espagne (-0,73 pp). Sur le stock, l'ajustement est également plus rapide que sur le crédit immobilier aux ménages : le taux moyen zone euro passe de 3,78% à 3,32% entre décembre 2024 et décembre 2025 (-0,46 pp), avec une baisse marquée en Italie (4,76% à 3,89% entre décembre 2024 et décembre 2025) et en Espagne (4,02% à 3,40% sur la même période).

Enquête BLS : resserrement des critères d'octroi de crédit aux SNF au T4 2025

Cette inflexion observée fin d'année est alignée avec l'enquête BLS du quatrième trimestre 2025, où les banques signalent un resserrement des critères d'octroi sur les prêts aux entreprises (+7%), tiré par une perception des risques plus élevée et une tolérance au risque plus faible. On note quelques divergences entre les pays ; les banques allemandes et françaises font état d'un resserrement des conditions d'octroi de crédits aux entreprises, tandis que celles-ci sont restées inchangées en Espagne et en Italie. L'enquête BLS indique également que la demande de prêts des entreprises continue d'augmenter légèrement en zone euro (+3%), à un rythme proche du trimestre précédent, mais avec une forte hétérogénéité. Les banques signalent une hausse de la demande en Allemagne et en Italie, et un recul en France et en

¹ Dans les enquêtes BLS, le pourcentage net mesure la différence entre la part des banques signalant un durcissement des conditions d'octroi du crédit et celle des banques signalant un assouplissement ; pour la demande, il correspond à la

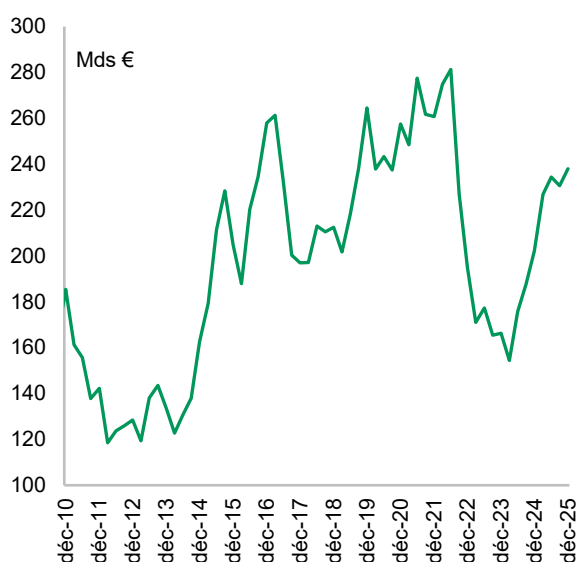
différence entre la part des banques faisant état d'une hausse et celle faisant état d'une baisse.

Espagne. La demande progresse surtout du côté des grandes entreprises (+7%), alors qu'elle diminue légèrement pour les PME (-2%), et elle est davantage tirée par les prêts de long terme (+8%) que par les prêts de court terme (+2%).

Évolution de la production et des encours de crédits

La baisse des taux a soutenu la reprise de la production de crédits immobiliers aux ménages sur l'année 2025. Celle-ci atteint 238 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025 contre 202 milliards d'euros un an plus tôt, soit une augmentation de 17,7%. Cette hausse est portée tout aussi bien par les purs nouveaux crédits, qui progressent de 17% sur un an pour s'établir à 189 milliards d'euros, que par les renégociations, qui marquent une progression annuelle de 20% pour atteindre 49 milliards d'euros.

Zone euro : production trimestrielle de crédits immobiliers



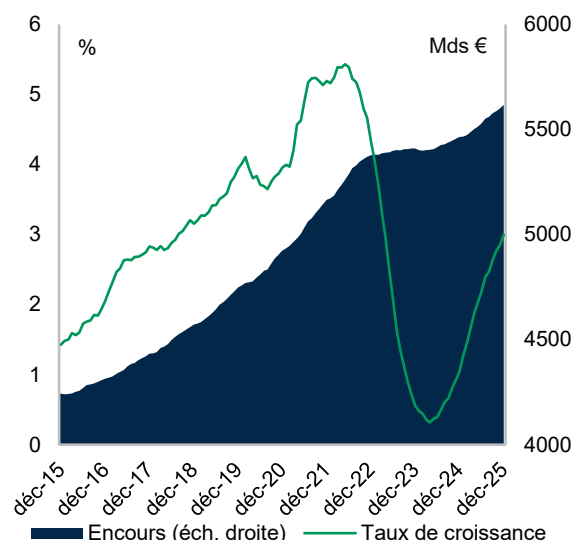
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Parmi les grands pays de la zone euro, la production est particulièrement dynamique en France et en Espagne, où elle atteint, au quatrième trimestre 2025, respectivement 49 milliards d'euros (+19,5% sur un an) et 22 milliards d'euros (+18,5% sur un an). En France, cette hausse est portée par les purs nouveaux crédits, qui progressent de 20% pour atteindre 41,4 milliards d'euros ; les renégociations progressent de 15% à 7,5 milliards d'euros. La croissance de la production de crédits immobiliers en Espagne est portée uniquement par les purs nouveaux crédits, qui progressent de 22% alors que les renégociations chutent de 23%. La croissance de la production est plus modérée en Allemagne (+12,6%) et en Italie (+4,1%). Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance de la production est plus marquée : les quatre grands pays affichent tous une hausse de la production de

crédits immobiliers supérieure à 20% par rapport à 2024, avec des progressions de +21,4% en Allemagne et en Italie, +21,8% en Espagne et +29% en France.

Alors qu'ils progressaient à un rythme annuel encore modéré il y a un an (+1,05% en décembre 2024), la croissance des encours de crédits immobiliers augmente nettement en zone euro pour atteindre +3% en décembre 2025. Même constat dans les grands pays, où la dynamique se renforce partout : en Allemagne, la croissance passe de +1,38% en décembre 2024 à +2,55% en décembre 2025 ; en Italie, de +1,25% à +3,4% ; et en Espagne, de +0,59% à +4,04%, soit l'accélération la plus marquée. En France, le redressement est également visible : après une contraction de -0,66% en décembre 2024, les encours progressent au rythme annuel de +0,73% en décembre 2025.

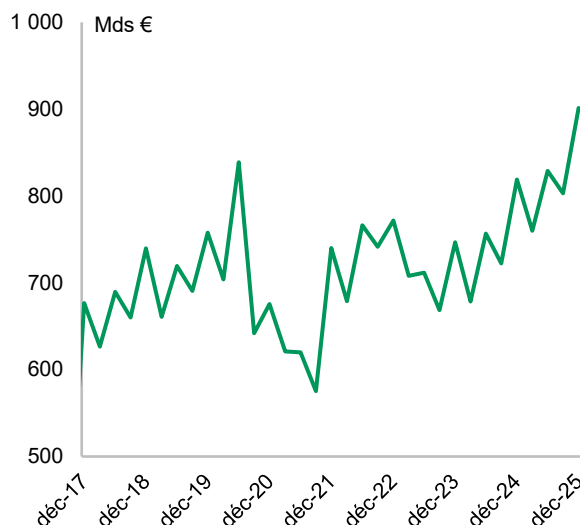
Zone euro : encours des crédits immobiliers aux ménages



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

La production de crédits aux SNF est de 901 milliards d'euros au quatrième trimestre 2025, soit une progression de 10% sur un an. La dynamique est principalement portée par les purs nouveaux crédits, qui progressent au rythme annuel de 12% pour s'établir à 751 milliards d'euros, les renégociations étant quasiment stables (+0,98% sur un an). La hausse de la production n'est pas uniforme selon les pays. Au quatrième trimestre 2025, la production trimestrielle progresse de 14% en Allemagne pour atteindre 323 milliards d'euros, portée essentiellement par les purs nouveaux crédits (+18%). Même constat en Espagne, où la production de crédits aux SNF atteint 121 milliards (+13% sur un an), avec les purs nouveaux crédits qui progressent de 15%, pendant que les renégociations se contractent de 12%. La hausse de la production de crédits aux SNF est plus modérée en France (+6%) et en Italie (+2%).

Zone euro : production de crédits aux SNF



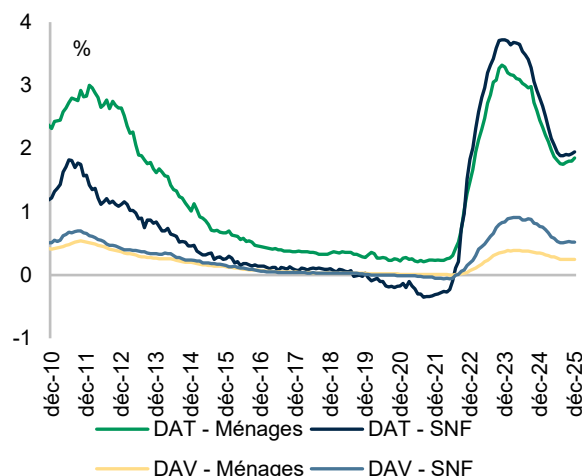
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

En zone euro, les encours de crédits aux SNF progressent au rythme annuel de 2,4% en décembre 2025, contre 1,28% en décembre 2024. La dynamique s'améliore également dans les grands pays, avec un redressement particulièrement visible en Italie et en Espagne, où la croissance repasse en territoire positif après des taux négatifs un an plus tôt. En Italie, les encours augmentent ainsi de 0,93% en décembre 2025, après une contraction de -3,16% un an auparavant ; en Espagne, la croissance atteint 3,20%, contre -0,16% en décembre 2024. En France et en Allemagne, l'évolution apparaît plus stable : la croissance des encours reste proche de 2,25% en France et de 0,74% en Allemagne.

Le coût des dépôts continue de se tasser

Après les points hauts atteints fin 2023 et la détente observée en 2024, le coût de la collecte a continué de baisser sur l'année 2025. Entre décembre 2024 et décembre 2025, les taux des nouveaux dépôts à terme des ménages de la zone euro baissent de 0,64 pp pour s'établir à 1,81%. Cette dynamique s'observe dans tous les grands pays de la zone euro : -0,62 pp en France et en Allemagne, -0,73 pp en Italie et -0,42 pp en Espagne. Les nouveaux dépôts à terme des SNF voient également leur rémunération baisser en Europe (-0,85 pp sur un an) et dans tous les grands pays de la zone euro. Le repli des taux sur les nouveaux dépôts à terme ainsi que le resserrement de l'écart de taux entre dépôts à terme et dépôts à vue ont nettement réduit les arbitrages des ménages et des SNF entre les deux supports.

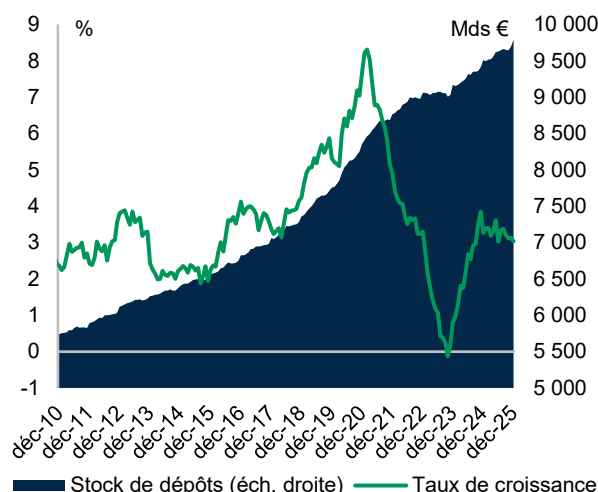
Zone euro : taux sur les nouveaux dépôts à terme / à vue des ménages et des SNF



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Notes : DAT pour « Dépôts à terme » et DAV pour « Dépôts à vue »

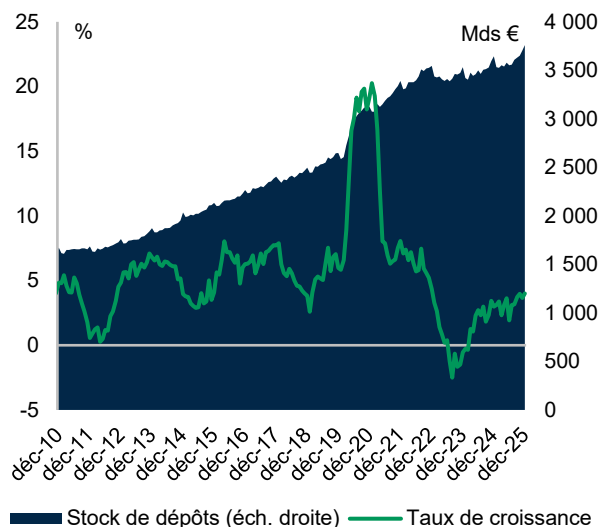
Zone euro : encours de dépôts des ménages



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Fin 2025, l'encours de dépôts des ménages s'établit à 9 790 milliards d'euros, soit une progression de 3% sur un an. Quant aux dépôts des SNF, ils enregistrent une progression annuelle de 3,2% à la même période, pour s'établir à 3 762 milliards d'euros. Dans un contexte d'une dynamique assez stable des dépôts et de reprise graduelle du crédit, la baisse du ratio crédits/dépôts des agents privés non financiers au bilan des banques s'atténue. En zone euro, le ratio atteint 89,6% en décembre 2025 contre 90,1% en décembre 2024 (-0,6 pp sur un an), après un recul de plus de 2 pp sur 2024. Les trajectoires restent quelque peu similaires entre les grands pays de la zone euro : en France, à 104,7% (-0,12 pp sur un an), en Allemagne, à 89,5% (-1,3 pp sur un an), en Italie, à 74,3% (-0,29 pp sur un an) et en Espagne, à 80,2% (-1,1 pp), le ratio crédits/dépôts recule.

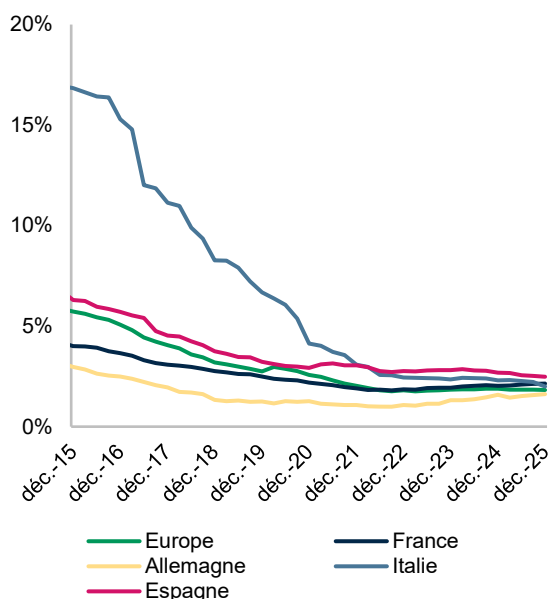
Zone euro : encours de dépôts des SNF



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Qualité des actifs : résilience des ménages et secteur des SNF sous pression

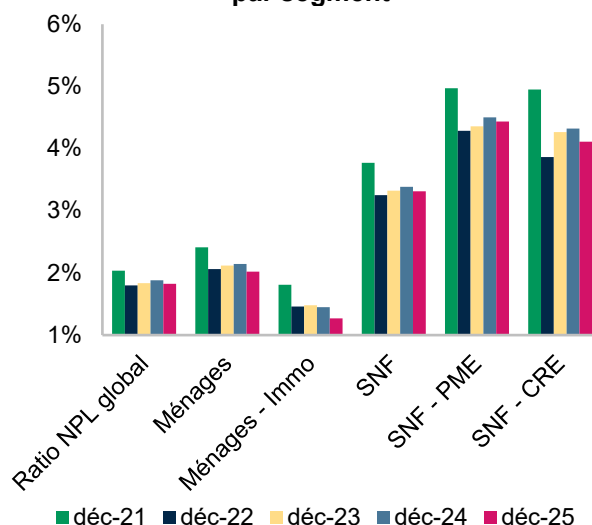
Ratio NPL dans les grands pays européens



Sources : EBA, Crédit Agricole S.A. / ECO

Au quatrième trimestre 2025, la qualité des actifs en Europe s'améliore légèrement : le ratio de prêts non performants (NPL) s'établit à 1,82%, en léger recul, d'environ 6 pdb sur un an. La lecture par portefeuilles et par pays fait ressortir des poches de risques, notamment pour les SNF.

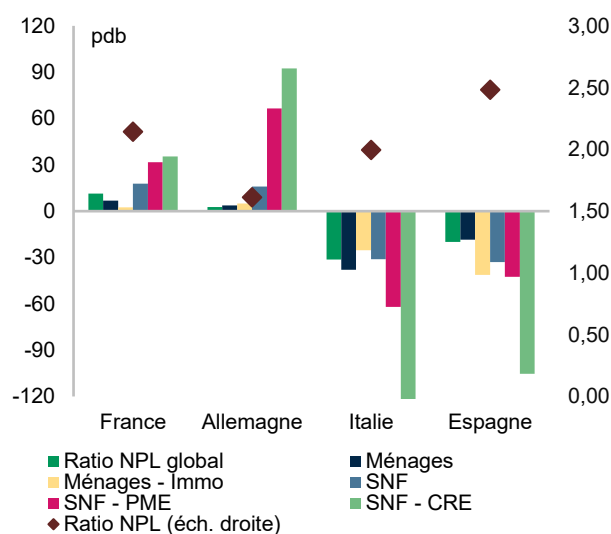
Europe : ratio des prêts non performants par segment



Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

La qualité des portefeuilles ménages reste bien orientée au niveau européen. Le ratio NPL des crédits aux ménages s'établit à 2,02% au T4 2025, en amélioration d'environ 12 pdb sur un an. Cette dynamique est largement portée par le crédit immobilier résidentiel, dont le ratio NPL recule à nouveau, à 1,27%, soit 17,8 pdb sur un an, confirmant le faible risque sur ces expositions. Côté SNF, le ratio NPL s'établit à 3,31% au quatrième trimestre 2025, en amélioration d'environ 7,5 pdb sur un an. La moyenne européenne demeure tirée par des segments dont le niveau de risque est plus élevé : les PME affichent un ratio NPL de 4,43% (- 6,47 pdb sur un an) et l'immobilier commercial (CRE) de 4,11% au T4 2025 (-21 pdb).

Variation des ratios des prêts non performants dans les grands pays européens

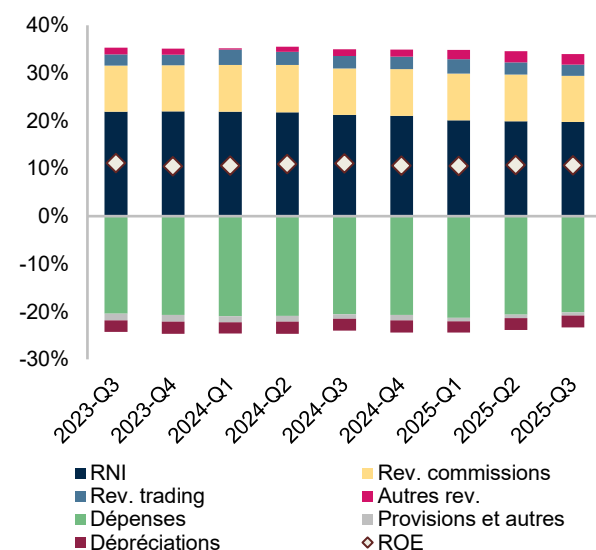


Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Cette photographie globale masque des hétérogénéités nationales. En France et en Allemagne, le ratio de NPL total progresse respectivement de 11 pdb et 3 pdb pour s'établir à 2,14% et 1,61%. En France, la hausse touche les ménages (NPL ménages 2,24%, +7 pdb ; crédit immobilier 1,93%, + 2,45 pdb) mais aussi surtout certaines poches de crédits aux SNF, en particulier les crédits PME dont le ratio NPL atteint 5,04% (+32 pdb) et le crédit au secteur CRE, avec un ratio NPL qui atteint 3,74% (+35,5 pdb). Même constant en Allemagne, où la qualité des portefeuilles ménages se détériorent légèrement, avec le ratio NPL ménages à 1,69% (+3,63 pdb) et le ratio NPL immobilier à 0,97% (+5 pdb). Les signaux de dégradation sont plus nets côté entreprises : ratio NPL des SNF à 3,86% (+16 pdb), ratio NPL des PME à 4,58% (+66,4 pdb) et surtout NPL du CRE à 6,91% (+92 pdb), illustrant une concentration du risque sur l'immobilier commercial. À l'inverse, l'Italie et l'Espagne affichent une dynamique favorable, contribuant largement à la baisse européenne, avec des NPL en recul dans la plupart des portefeuilles. En Italie, le NPL total recule à 2% (- 31 pdb), avec une amélioration du ratio NPL des ménages ainsi que celui des SNF. Même constat en Espagne : le ratio NPL total s'établit à 2,48% (- 18,5 pdb), portée par tous les portefeuilles de crédits.

Profitabilité des banques européennes

Contributions au ROE



Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Au quatrième trimestre 2025, la profitabilité des banques européennes demeure élevée relativement aux niveaux des dix dernières années, mais semble s'éroder. Le rendement des fonds propres (ROE) ressort à 10,4%, contre 10,5% un an

plus tôt. Cette inflexion s'explique par l'essoufflement progressif des revenus nets d'intérêts, qui demeurent le premier contributeur du ROE, mais dont la contribution se réduit progressivement. La marge nette d'intérêts² recule à 1,6% (-6,5 pdb sur un an) et la part des revenus nets d'intérêts dans le revenu total diminue de 2 points à 58,3%, signe d'une érosion graduelle des marges. En parallèle, la contribution des revenus hors-intérêts progresse légèrement, en particulier via les commissions, dont la part dans le revenu total augmente à 28,9% (+0,8 point), ce qui contribue à amortir la normalisation des revenus d'intérêts. Sur le front de l'efficacité, le coefficient d'exploitation se dégrade très marginalement, à 52,3% (+0,45 point sur un an), suggérant un rattrapage graduel des charges par rapport aux revenus.

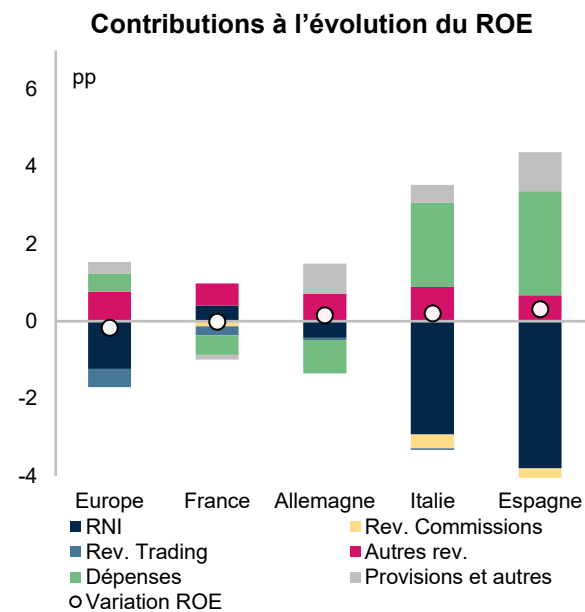
Les dynamiques nationales ne sont pas homogènes. En France, le ROE s'établit à 6,54% au T4 2025, en léger retrait sur un an (-0,02 point). Cette évolution s'inscrit dans un contexte où la marge nette d'intérêt augmente, à 0,95% (+5 pdb), et où l'efficacité s'améliore, le coefficient d'exploitation reculant à 66,3% (-1,0 point). La part du revenu net d'intérêts dans le revenu total remonte légèrement à 41,1% (+0,5 point). Toutefois, la variation du ROE traduit surtout un jeu de compensations : la contribution positive des revenus nets d'intérêts et des autres revenus est largement neutralisée par un effet défavorable des dépenses, du trading et des commissions, ainsi que par un impact légèrement négatif des provisions et autres postes.

En Allemagne, le ROE progresse plus nettement pour atteindre 6,71% au T4 2025 (+ 0,15 point sur un an). La marge nette d'intérêt augmente légèrement à 1,14% (+ 0,7 pdb), tandis que l'amélioration de l'efficacité est plus marquée qu'en France, avec un coefficient d'exploitation à 58,6% (- 2,3 pdb). La part du revenu net d'intérêts dans le revenu total se replie toutefois à 50,5% (- 1,9 pdb). La variation du ROE confirme une contribution négative des revenus nets d'intérêts, la progression du ROE étant portée par les autres revenus et par un effet favorable des provisions et autres postes.

En Italie et en Espagne, la profitabilité demeure à des niveaux très élevés, mais le moteur d'intérêt se normalise plus nettement. En Italie, le ROE ressort à 14,87% au T4 2025, en hausse sur un an (+ 0,20 point), tandis qu'en Espagne il atteint 14,86%, en progression plus marquée (+ 0,30 point). Dans les deux pays, la NIM recule, à 2,12% en Italie (- 16 pdb) et 2,60% en Espagne (- 21 pdb), et la part du revenu net d'intérêts dans le revenu total

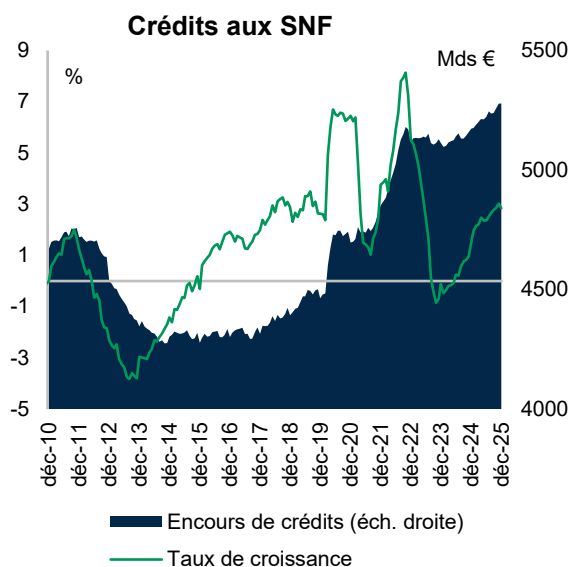
² La marge nette d'intérêts est le rapport entre les revenus nets d'intérêts et les actifs productifs.

diminue à 55,4% en Italie (- 3,9 pdb) et 72,2% en Espagne (- 2,6 pdb). Cette normalisation est en partie compensée par une montée des commissions, dont la contribution progresse à 33,2% en Italie (+1,1 point) et 24,2% en Espagne (+1,1 point), traduisant un rééquilibrage graduel des sources de revenus.

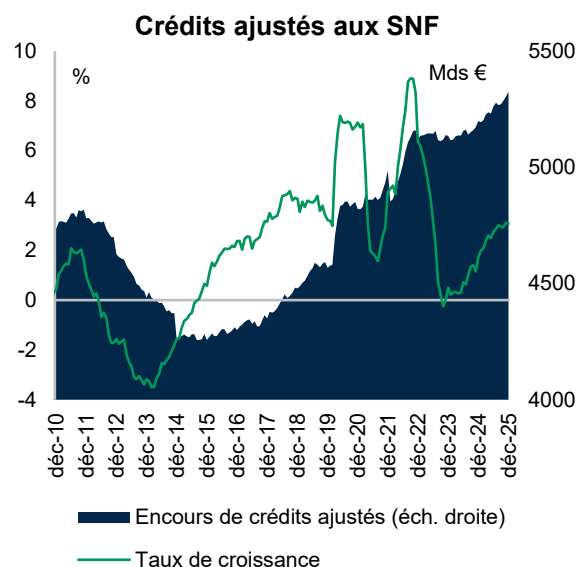


Cahier de graphiques

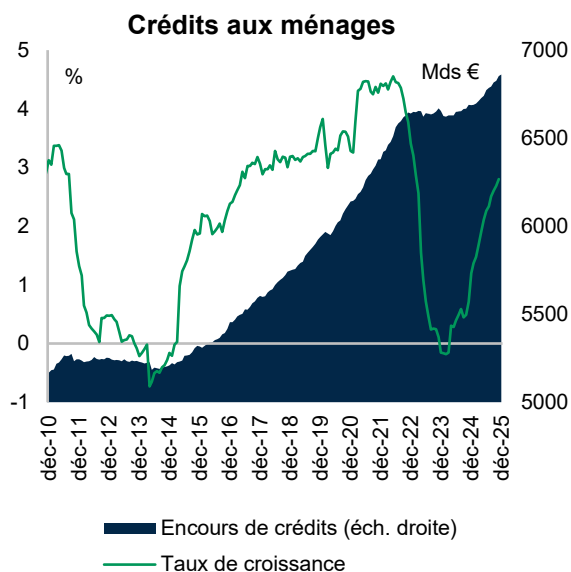
Notes : Les crédits ajustés sont les encours de crédits corrigés des titrisations et autres effets, c'est-à-dire que les crédits titrisés/déconsolidés réintégrés dans les encours



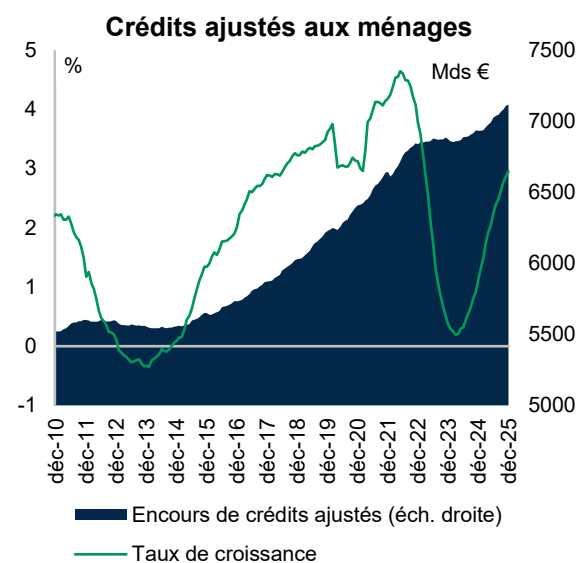
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



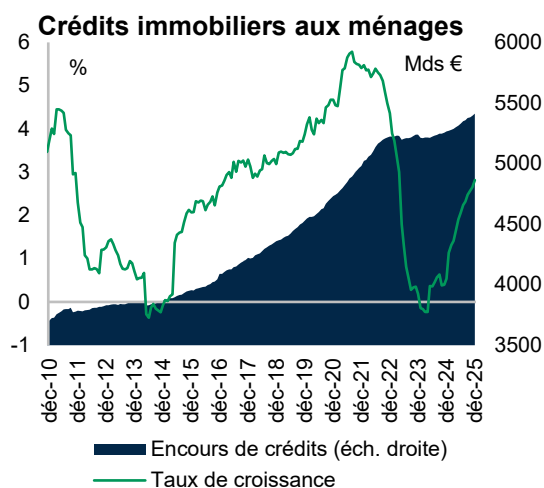
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



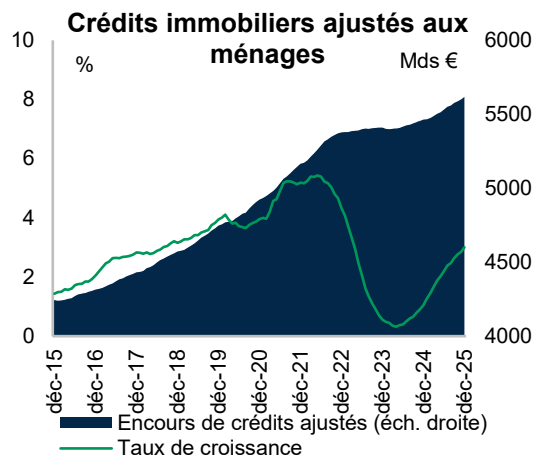
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



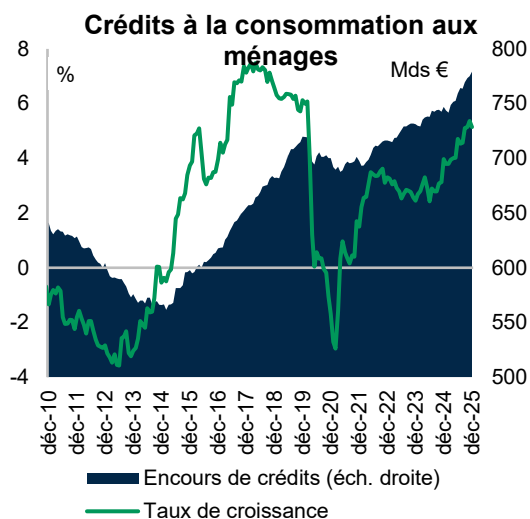
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



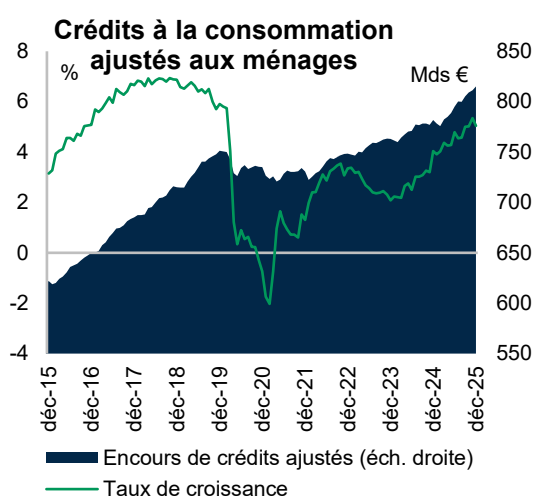
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



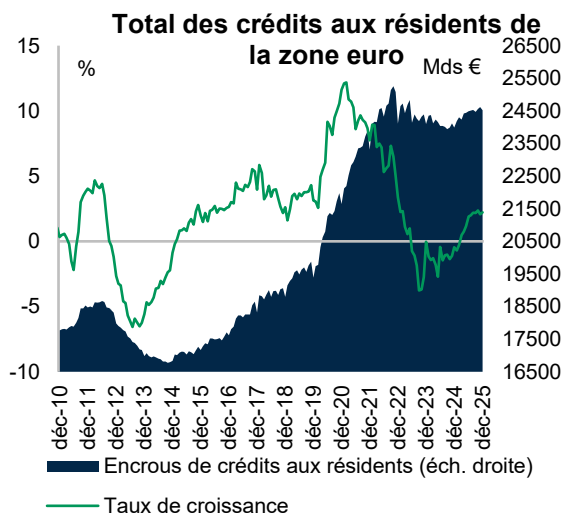
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



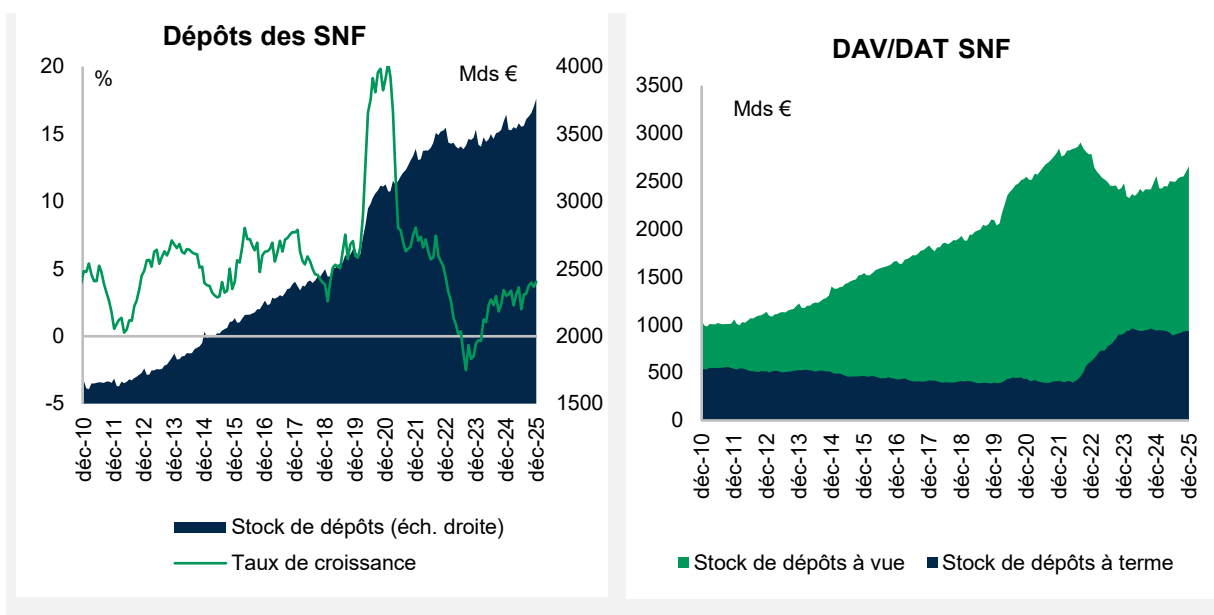
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

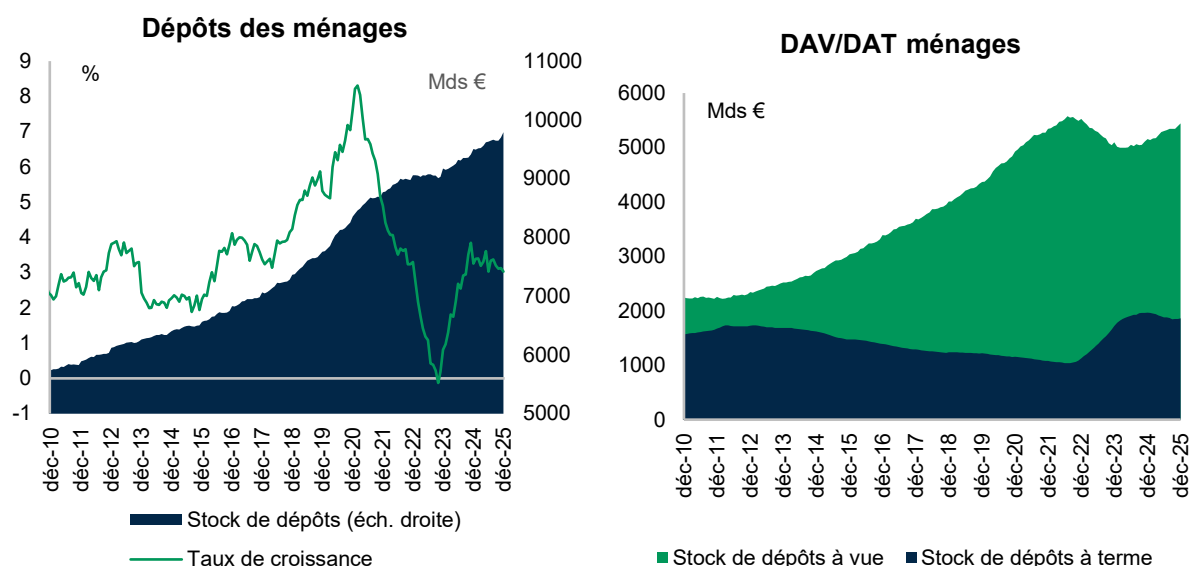


Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



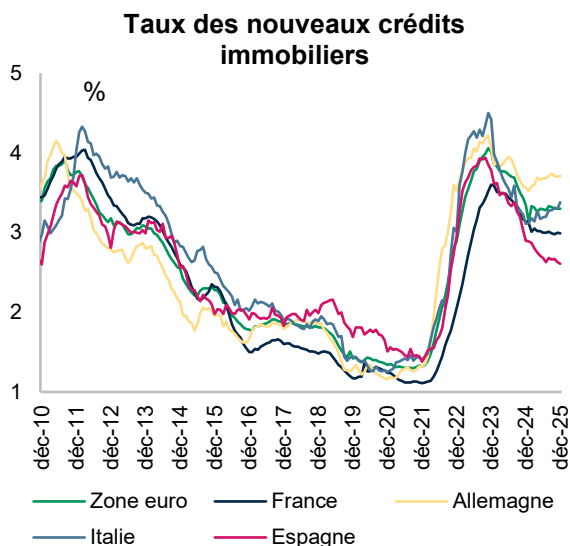
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

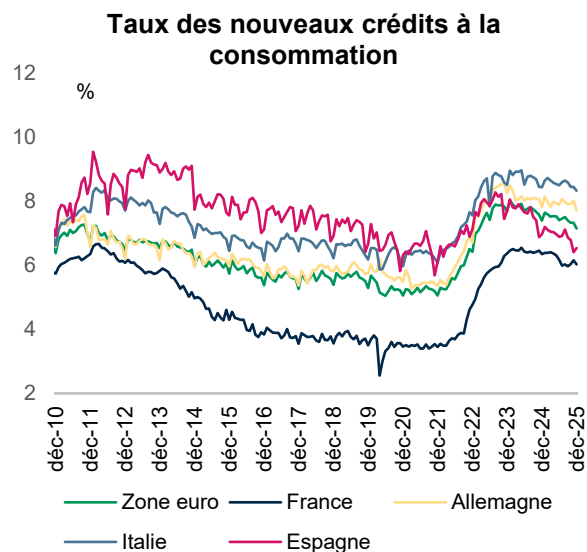


Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

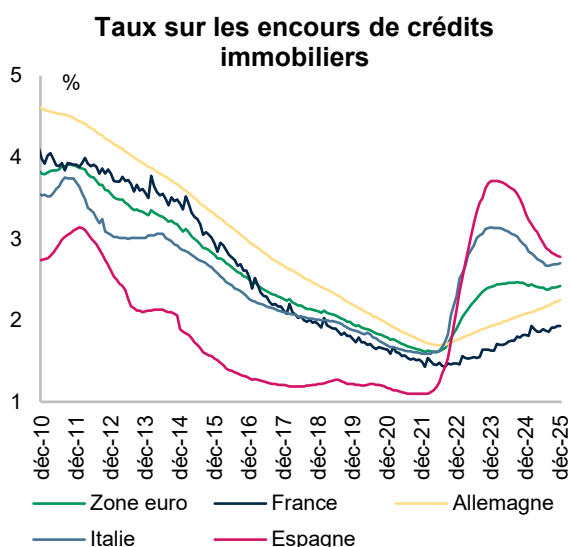
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



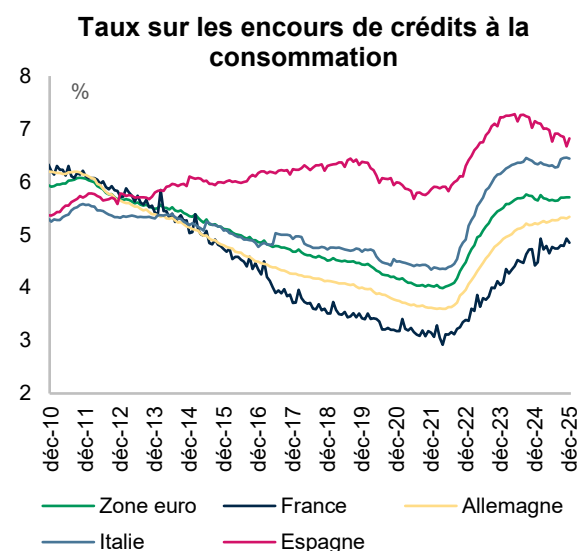
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



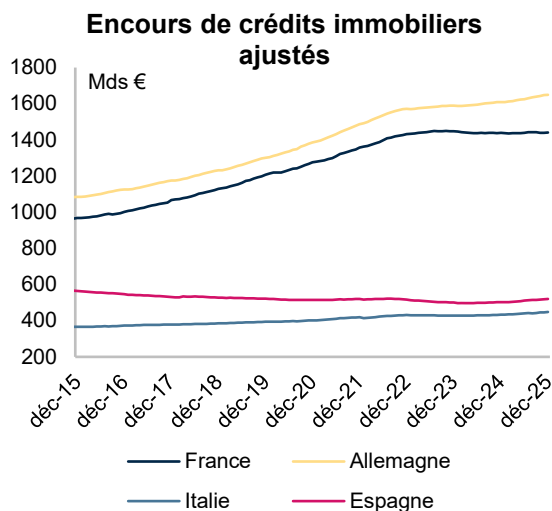
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



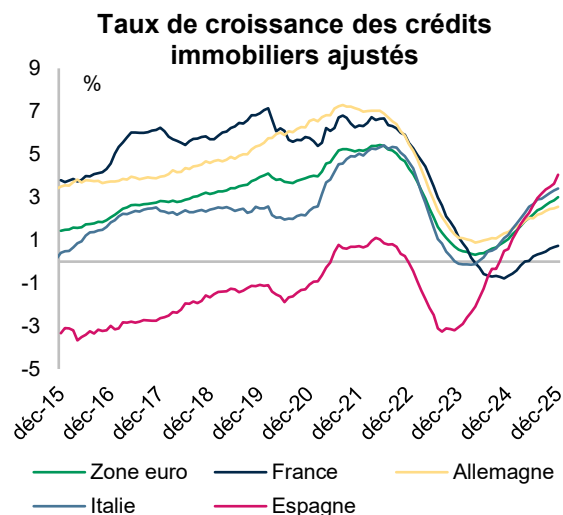
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



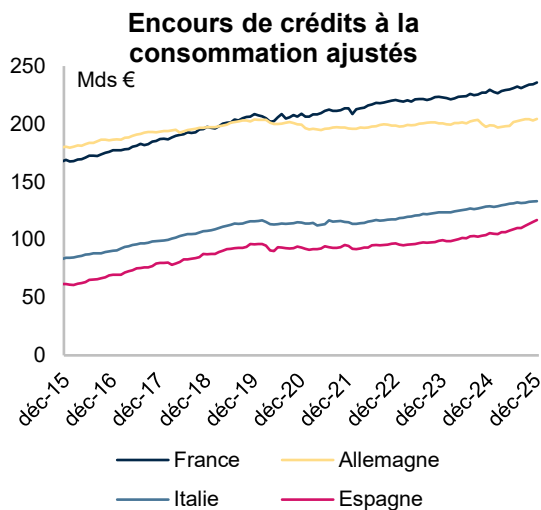
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



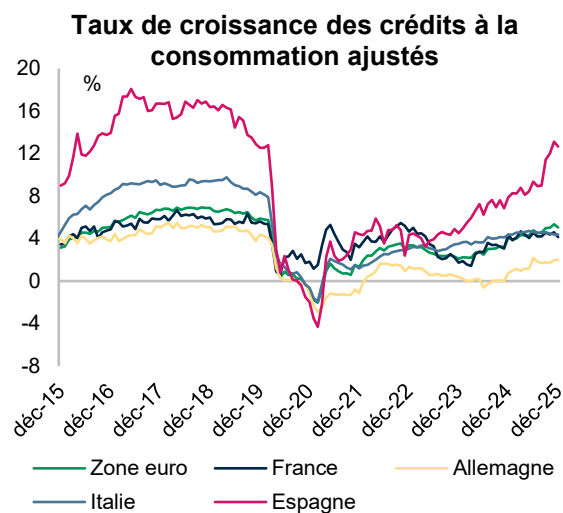
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

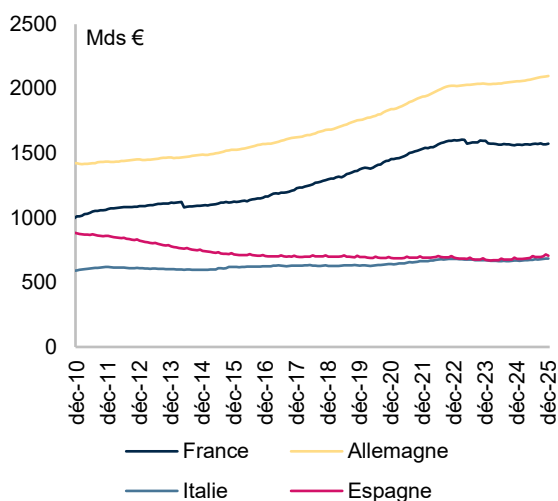


Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



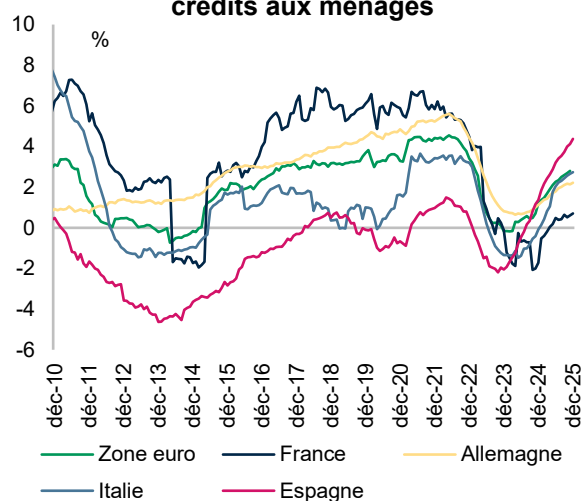
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Encours de crédits aux ménages



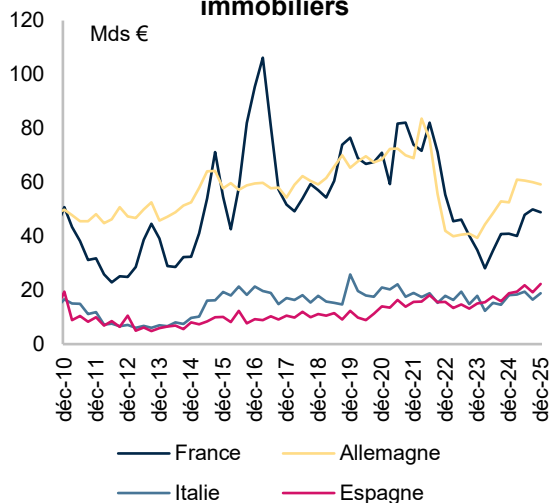
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Taux de croissance des encours de crédits aux ménages



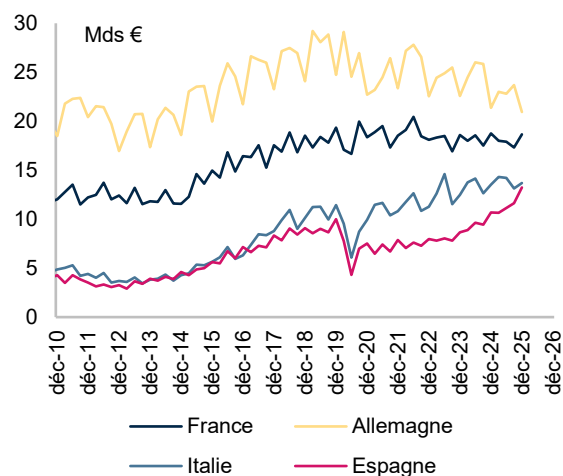
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Production trimestrielle de crédits immobiliers



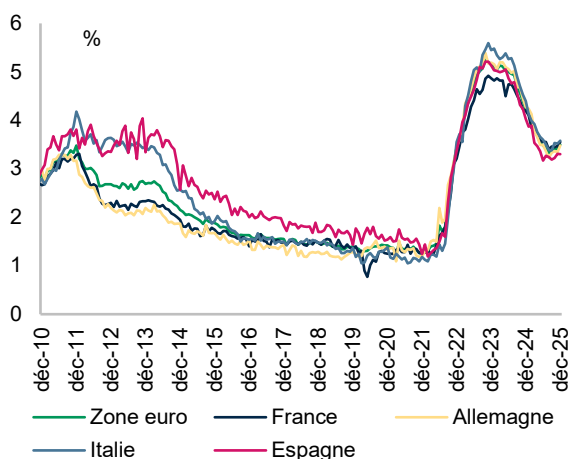
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Production trimestrielle de crédits à la consommation



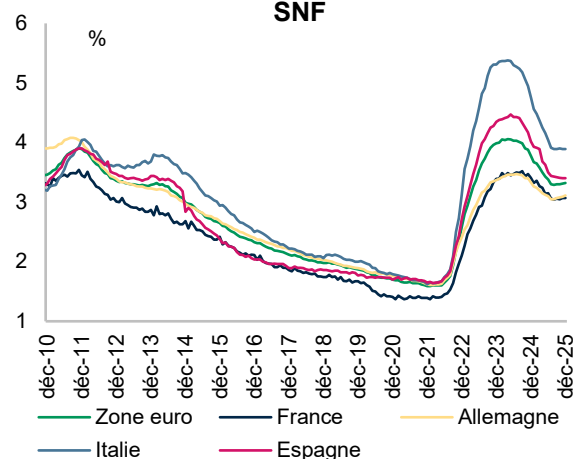
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Taux des nouveaux crédits aux SNF



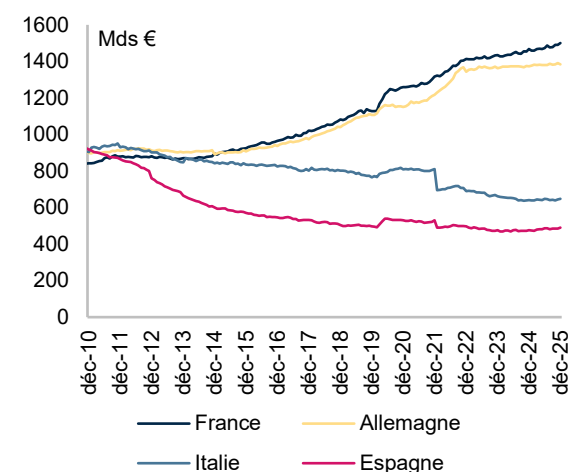
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Taux sur les encours de crédits aux SNF



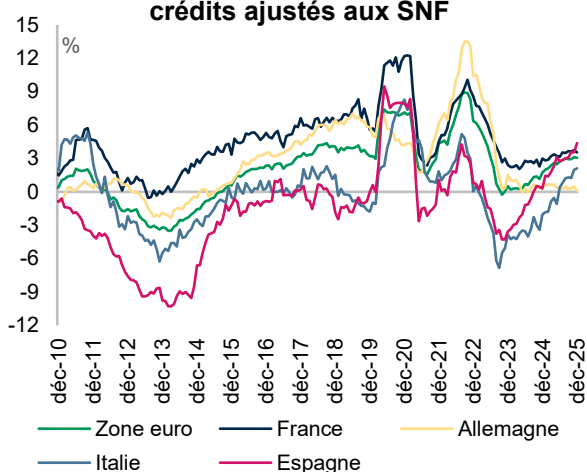
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Encours de crédits ajustés aux SNF



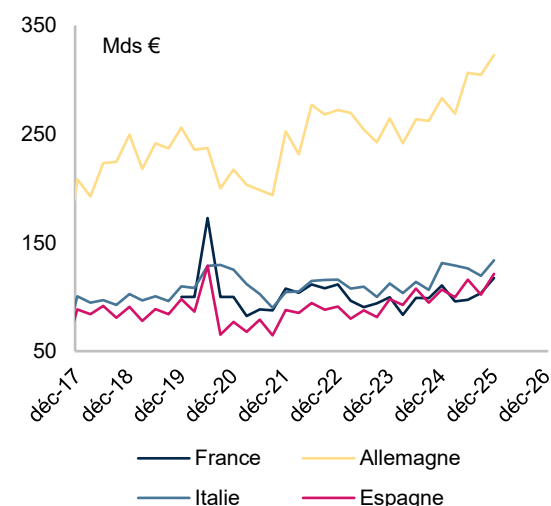
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Taux de croissance des encours de crédits ajustés aux SNF



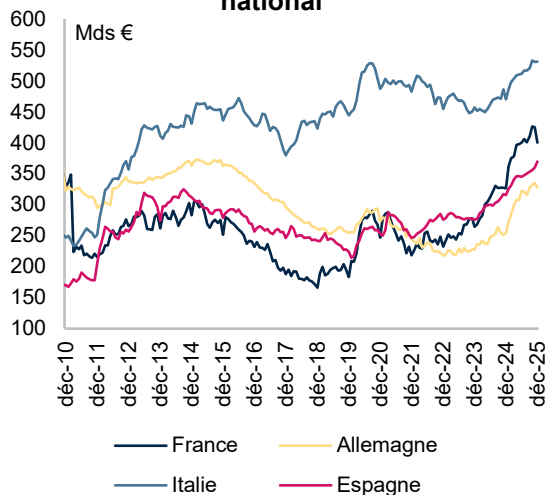
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Production de crédits aux SNF



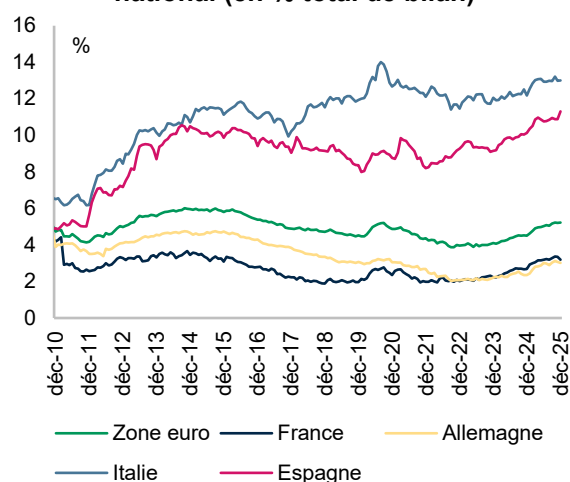
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Expositions aux titres du souverain national



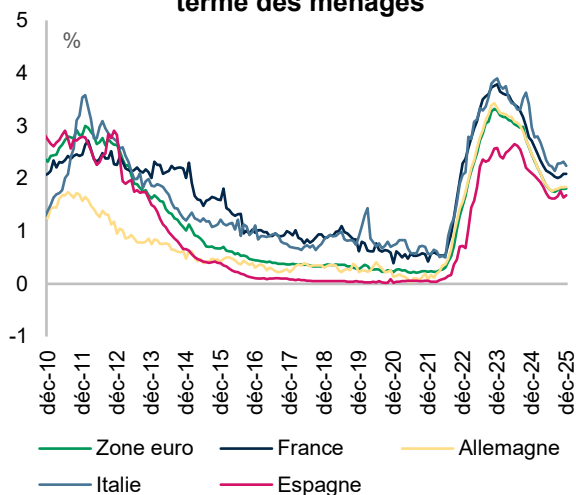
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Expositions aux titres du souverain national (en % total de bilan)



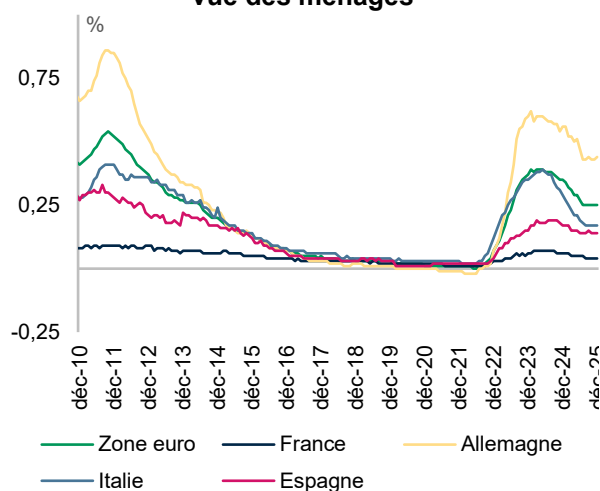
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Taux sur les nouveaux dépôts à terme des ménages

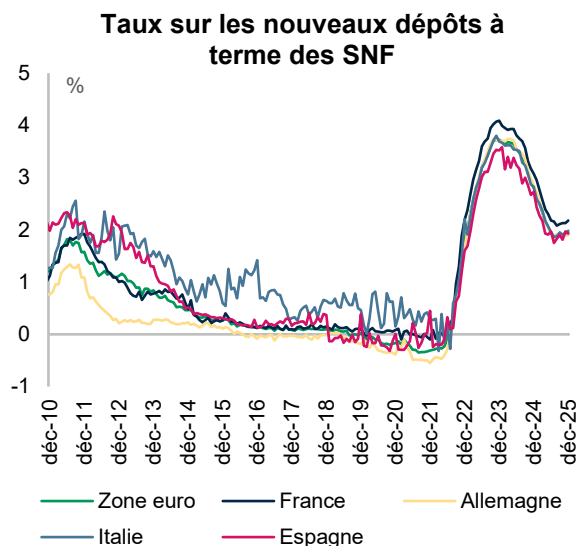


Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

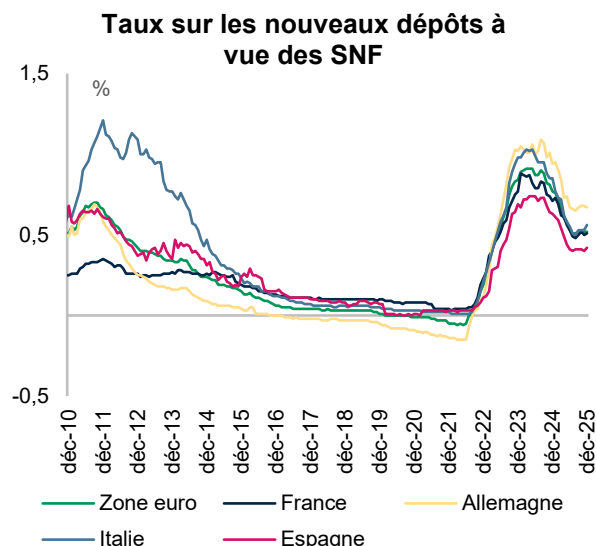
Taux sur les nouveaux dépôts à vue des ménages



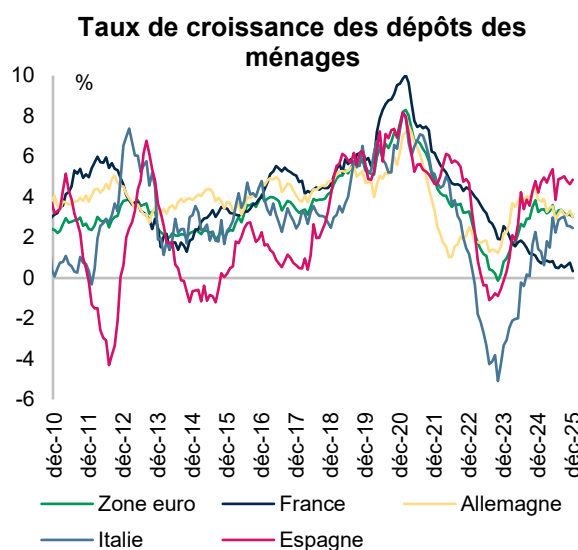
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



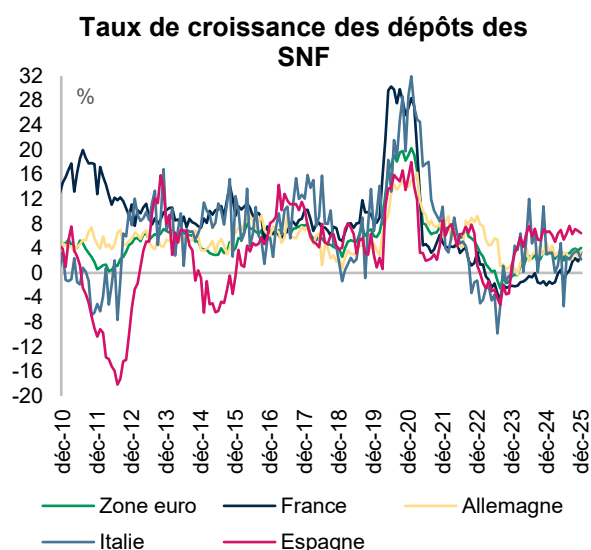
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

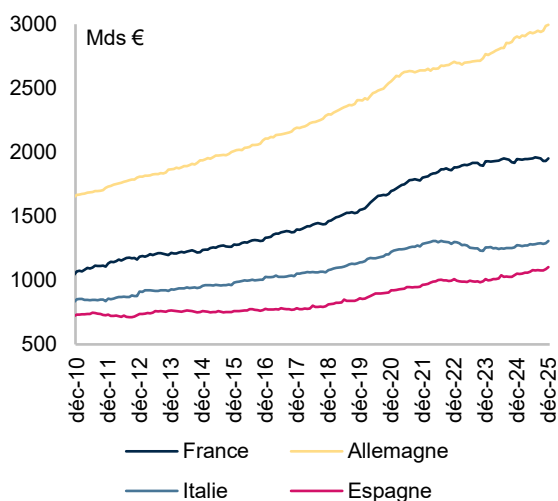


Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO



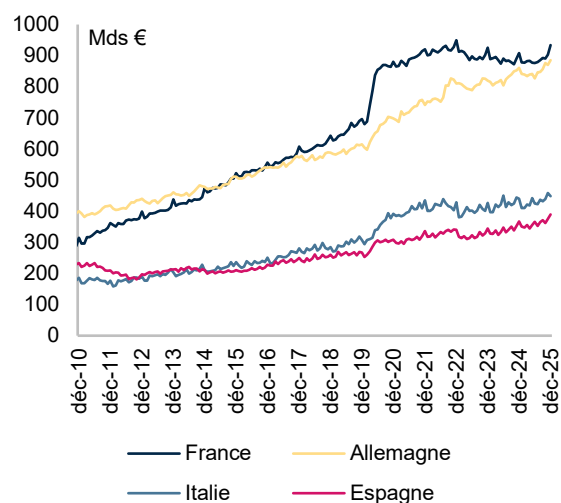
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Stock de dépôts des ménages



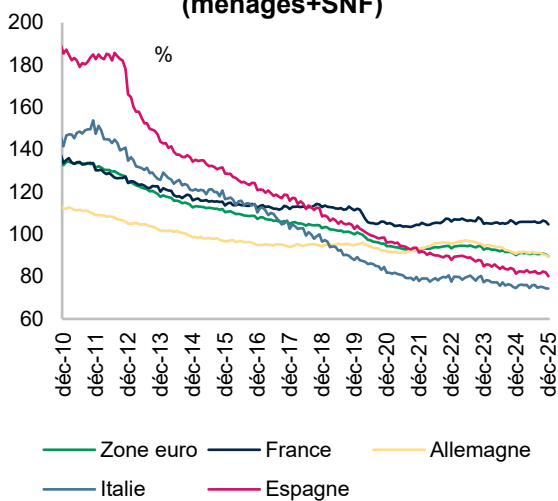
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Stock de dépôts des SNF



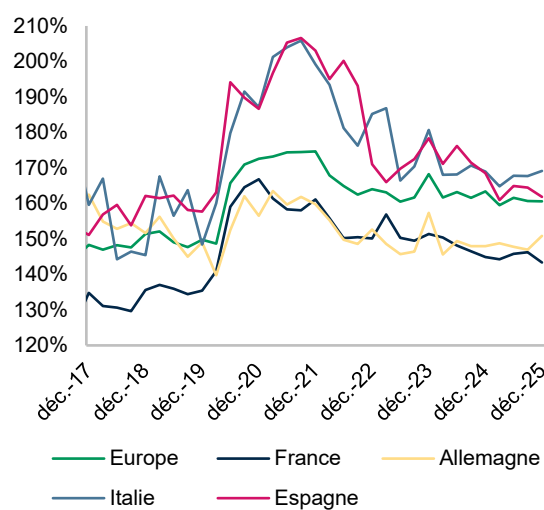
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Ratio crédits/dépôts (ménages+SNF)



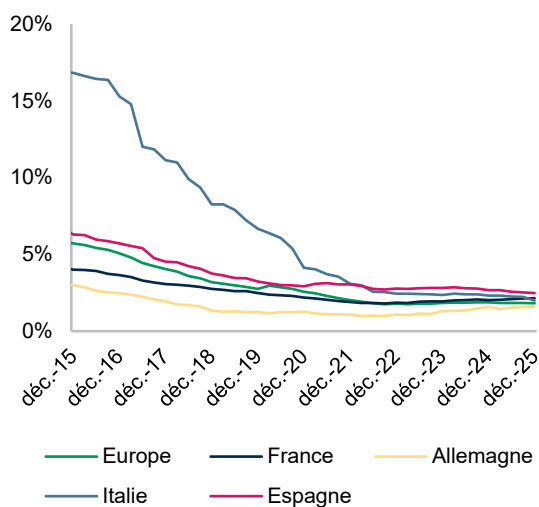
Sources : BCE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Ratio LCR



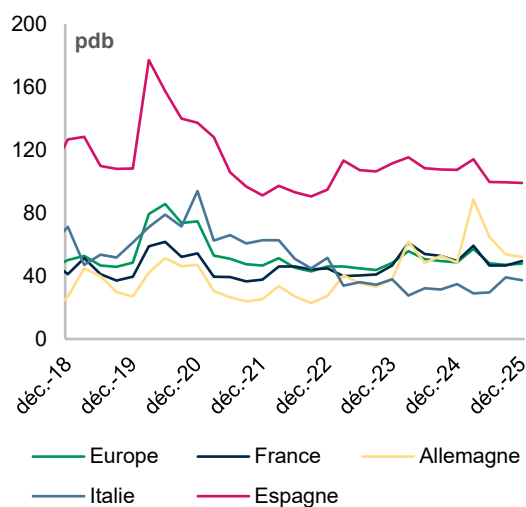
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Ratio NPL



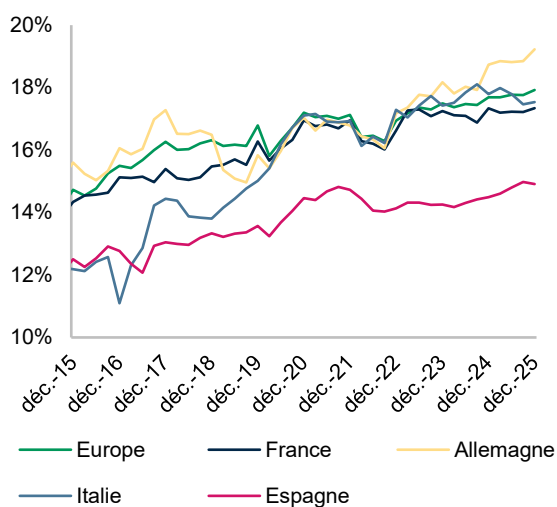
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Coût du risque



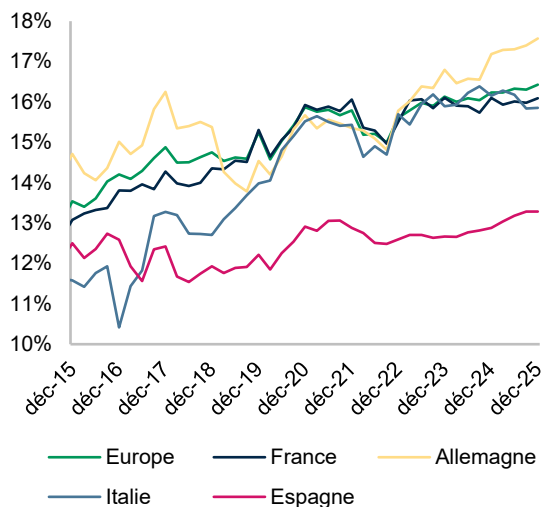
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Ratio Tier 1



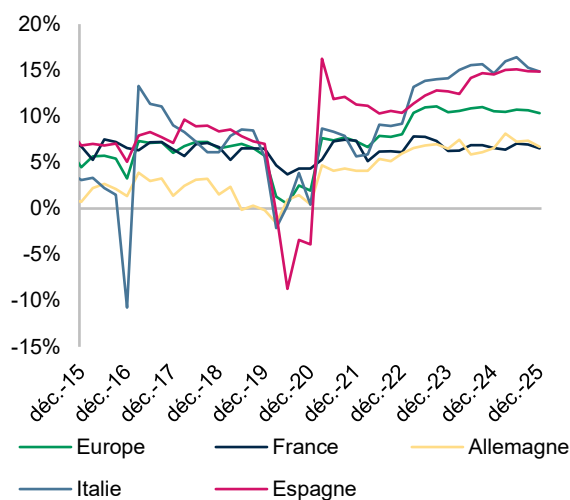
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Ratio CET1



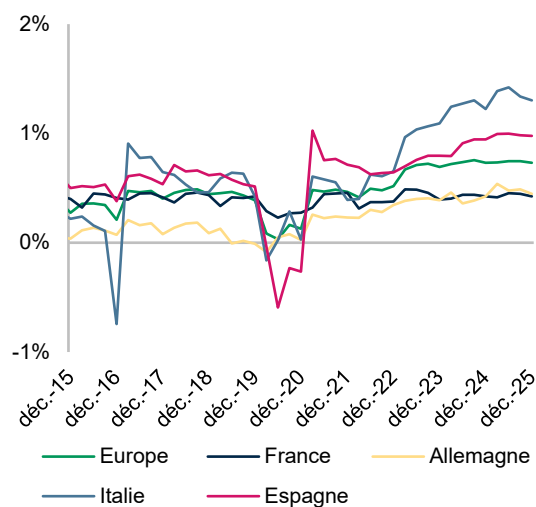
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

ROE



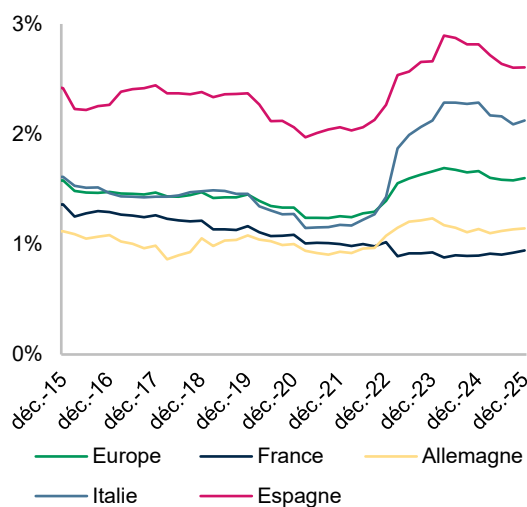
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

ROA



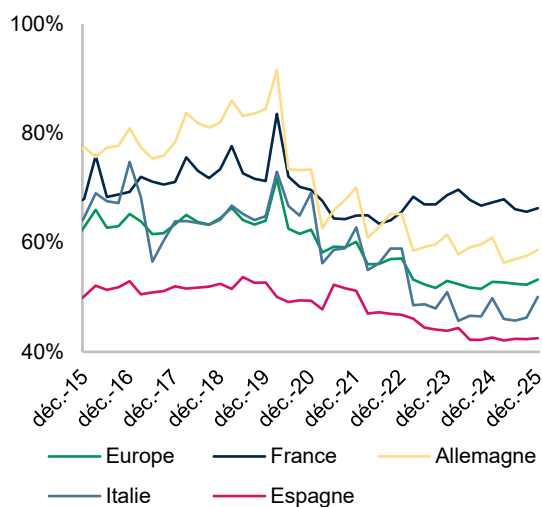
Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Marges nettes d'intérêts



Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Coefficient d'exploitation



Sources : ABE, Crédit Agricole S.A. / ECO

Consultez nos publications réservées à la diffusion interne Groupe Crédit Agricole :

Date	Titre	Thème
31/03/2026	<u>Scénario 2026-2027 – Zone euro : les forces domestiques éloignent le risque récessif</u>	Zone euro
31/03/2026	<u>Scénario 2026-2027 – Royaume-Uni : un nouveau choc « stagflationniste »</u>	Royaume-Uni
30/03/2026	<u>Fintech Outlook T1 2026 – Coup d'arrêt ?</u>	Fintech
27/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
27/03/2026	<u>Europe - Secteur bancaire : un secteur bancaire solide dans un contexte géopolitique incertain</u>	Europe, banque
27/03/2026	<u>Allemagne – Industrie : repli marqué en début d'année et signaux avancés contrastés</u>	Allemagne, industrie
27/03/2026	<u>Malaisie – Horizon 2030 : vers une économie à hauts revenus ?</u>	Asie
23/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 23 mars 2026</u>	Monde
20/03/2026	<u>Royaume-Uni – Bank of England : "prête à agir"</u>	Royaume-Uni
20/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
20/03/2026	<u>Asie – Dans le piège d'Ormuz</u>	Asie
20/03/2026	<u>Espagne – Face à une vulnérabilité reconfigurée</u>	Zone euro
18/03/2026	<u>Italie – Marché immobilier résidentiel en 2025 : la reprise se confirme, le rythme se tempère</u>	Italie, immobilier
16/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 16 mars 2026</u>	Monde
13/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/03/2026	<u>Italie – Derrière le rebond, une économie qui se recompose</u>	Italie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Sonia Barge – **Statistiques** : Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Nathalie Marcet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.